

De l'arme nucléaire française

Type de contenu : Texte

Type de médiation : sans médiation

Type de support : Volume

Titre(s) : De l'arme nucléaire française : essai sur la constitutionnalisation de la force de frappe / Benoît Grémare ; préface de David Cumin ; postface d'Henri Pac

A pour autre édition sur un support différent : L'arme nucléaire française aspects de droit public Benoit Grémare 2020

Auteur(s) : Grémare, Benoit (1984-....)

Autre(s) responsabilité(s) : Cumin, David (1967-....) (Préfacier)
Pac, Henri (1943-....) (Postfacier)

Publication : Paris : l'Harmattan

Date de copyright : C 2021

Description matérielle : 1 volume (273 p.) : couv. ill. en coul. ; 24 cm

Collection : Logiques juridiques

ISBN : 978-2-343-24824-0

EAN : 9782343248240

Appartient à la collection : Logiques juridiques (Paris) 1159-375X

Classification décimale Dewey : 341.734

Note sur les bibliographies et les index : Bibliogr. p. 271-273. Notes bibliogr.

Note de thèses et écrits académiques : Texte remanié de Thèse de doctorat Droit public Université de Lorraine 2020

Résumé ou extrait : Le droit international est souvent sollicité pour interdire l'arme nucléaire. Pourtant, celle-ci bénéficie d'une légalité de principe qui structure l'ordre mondial et permet d'en déduire les fondements juridiques de la dissuasion nucléaire. En France, l'arme nucléaire détermine en partie l'appareil d'État en incarnant l'assurance-vie de la Nation en cas de crise grave. Cette dimension

existentielle amène à s'interroger sur la pertinence de l'inscrire dans la Constitution. S'il se constate une coutume de l'exécutif, l'arme nucléaire française participe au fonctionnement des pouvoirs publics sans pour autant être une norme. Dépasser cette contrainte nécessiterait de systémiser en droit constitutionnel l'arme nucléaire en revenant à son concept originel de « force de frappe ». Actualisant sa définition juridique, cet ouvrage propose de constitutionnaliser la force de frappe, afin de consacrer la valeur constitutionnelle de l'arme nucléaire au titre de l'indépendance nationale.

Sujet - Nom commun : Droit nucléaire (droit européen)

Armes nucléaires -- Droit -- France

Armes nucléaires (droit international)